



LE VINATIER

PSYCHIATRIE UNIVERSITAIRE
LYON MÉTROPOLE

MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Pouvoir adjudicateur

Centre Hospitalier Le Vinatier
95 Boulevard Pinel
BP 30039
69678 BRON

Représentant du pouvoir adjudicateur – Maître d'ouvrage

Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier Le Vinatier : Pascal Mariotti

Objet du marché

Mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement de locaux de consultation médicale – MSP des Pierres Plantées - bâtiment 111 (structure extrahospitalière du Centre Hospitalier Le Vinatier)

Comptable public assignataire des paiements

Trésorerie Hospitalière de la Métropole de Lyon
3, quai des Célestins
69002 LYON

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ. DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1 Objet du marché	5
1.2 Titulaire de marché	5
1.3 Sous-traitance	5
1.4 Programme des travaux	5
ARTICLE 2 – MISSION DE MAITRISE D’œuvre.....	6
ARTICLE 3 – INTERVENANTS DANS L’OPÉRATION.....	8
ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	10
ARTICLE 5 - TVA.....	11
ARTICLE 6 – MODALITÉS D’EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	11
6.1 – Communication entre les parties.....	11
Article 6.1.1 – Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage.....	11
Article 6.1.2 – Possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des observations et de refuser d'exécuter un ordre de service	11
6.2 – Informations réciproques	12
Article 6.2.1 – Informations données par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre pendant l'exécution du marché	12
Article 6.2.2 – Informations données par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage	12
Article 6.2.3 – Comptes rendus des réunions.....	12
Article 6.2.4 – Confidentialité, secrets professionnel et commercial.....	13
6.3 – Présentation et vérification des prestations de maîtrise d'œuvre	13
Article 6.3.1 – Format et support pour la remise des études.....	13
Article 6.3.2 – Point de départ des délais de présentation des documents.....	13
Article 6.3.3 – Délais de vérification des documents et de prise de décision par le maître d'ouvrage	14
Article 6.3.4 – Décisions d’ajournement, de réfaction ou de rejet notifiées par le maître d’ouvrage	14
Article 6.3.5 – Conséquence de l’admission des études sur le programme de l’opération	14
6.4 – Prolongation des délais d’exécution.....	15
6.5 – Modalités particulières de réalisation de la direction de l’exécution du ou des marchés de travaux	15
Article 6.5.1 – Réunions de chantier.....	15
Article 6.5.2 – Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre	15
Article 6.5.3 – Vérification par le maître d’œuvre des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs.....	15
Article 6.5.4 – Vérification par le maître d’œuvre du projet de décompte final des entrepreneurs et établissement du projet de décompte général	16

ARTICLE 7 – FORFAIT DE REMUNERATION.....	16
Le présent paragraphe constitue une clause de réexamen au sens de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique.....	16
7.1 Modalités de fixation du forfait provisoire de rémunération	17
7.2 Modalités de fixation du forfait définitif de rémunération.....	17
7.3 Dispositions diverses	18
Versement de la rémunération du mandataire du groupement :.....	18
ARTICLE 8 - PRIX.....	18
8.1 Mois d'établissement du prix du marché.....	18
8.2 Forme du prix et révision	18
8.3 Contenu des prix en cas de cotraitance ou sous-traitance	19
ARTICLE 9 – PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT.....	19
ARTICLE 10 AVANCE - ACOMPTES - DECOMPTE GENERAL.....	20
10.1 Avance.....	20
10.2 Acomptes	22
10.3 Solde	25
10.4 Délais de règlement.....	26
10.5 Règlement en cas de cotraitants ou de sous-traitants payés directement	26
10.6 Intérêts moratoires	26
ARTICLE 11 - DELAIS - PENALITES	27
11.1 Etablissement et réception des documents d'études	27
11.2 Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs	28
Pénalités pour retard	29
11.3 Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur	29
Pénalités pour retard	29
11.4 Direction des travaux – Délais - Pénalités.....	30
11.5 Etablissement de la proposition de réception des travaux par le maître d'oeuvre	30
11.6 Instruction des mémoires de réclamation	31
11.7 Participation aux réunions organisées par le maître d'ouvrage	31
ARTICLE 12 - PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	31
ARTICLE 13 - SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX	32
ARTICLE 14 – ESTIMATION DU COUT DES TRAVAUX.....	33
14.1 Engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux	33
14.2 Contrôle de l'engagement du maître d'œuvre à l'issue de la consultation initiale des entreprises....	33
14.4 Engagement du maître d'œuvre sur le coût des contrats de travaux.....	34
14.5 Modifications du projet	35

14.6 Modification du coût prévisionnel des travaux sans modification de la consistance du projet.....	35
14.7 Non-respect des engagements sur coûts de travaux en phase études	36
14.8 Modalité de calcul de réduction d'honoraires à l'issue de la phase travaux.....	36
ARTICLE 15 - UTILISATION DES RESULTATS.....	36
15.1 – Utilisation des connaissances antérieures.....	36
15.2 – Utilisation des résultats	37
Article 15.2.1 – Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique	37
Article 15.2.2 – Mise en œuvre de la protection des droits moraux.....	37
Article 15.2.3 – Exploitation commerciale des résultats	37
ARTICLE 16 – RECEPTION ET ACHEVEMENT DE LA MISSION.....	38
16.1 Réception des documents	38
16.2 Achèvement de la mission	38
ARTICLE 17 - DIFFERENDS - RESILIATION DU MARCHÉ	38
17.1 – Formalisme des réclamations	38
17.2 – Règlement amiable des différends	38
17.3 – Manquements aux obligations du marché par le maître d'œuvre.....	38
17.4 – Résiliation du marché	39
17.5 – Tribunal compétent en cas de litige	39
ARTICLE 18 - CLAUSES DIVERSES.....	39
18.1 – Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire	39
18.2 – Modification du groupement de maîtrise d'œuvre en cas de défaillance du mandataire.....	39
18.3 – Modification du groupement de maîtrise d'œuvre en cas de défaillance d'un cotraitant	39
18.4 Assurances.....	40
Article 18.4.1 – Assurances du maître d'œuvre.....	40
Garantie de la responsabilité décennale	40
Garantie de la responsabilité civile professionnelle.....	40
Article 18.4.2 – Assurances du maître d'ouvrage	40
Article 18.4.3 – Stipulations communes	41
ARTICLE 19 – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	41
19.1 Généralités	41
19.2 Clauses relatives au respect du RGPD	41
ARTICLE 20 - DEROGATIONS AU CCAG-MOE.....	43

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE. DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché est un marché public de maîtrise d'œuvre.

L'ouvrage de bâtiment sur lequel porte la mission de maîtrise d'œuvre appartient à la ou aux catégories suivantes :

**Réhabilitation d'un bâtiment tertiaire
Bureaux, locaux sociaux et ateliers**

Il est conclu entre :

- la personne morale désignée ci-dessous dénommée « maître d'ouvrage » dans le présent document

Centre Hospitalier Le Vinatier

95 Boulevard Pinel

BP 30039

69678 BRON

- et le titulaire du marché désigné à l'article B.1 de l'acte d'engagement dénommé « maître d'œuvre » dans le présent document.

Conformément à l'article R. 2182-4 du Code de la commande publique, les stipulations du marché prennent effet à compter de la réception de sa notification par le maître d'œuvre.

1.2 Titulaire de marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent document sous le nom "le maître d'œuvre" sont précisées à l'article B.1 de l'acte d'engagement.

1.3 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché aux conditions et limites prévues dans le Code de déontologie des architectes, sous réserve de l'acceptation préalable du ou des sous-traitants et de l'agrément de ses ou de leurs conditions de paiement par le représentant du maître d'ouvrage.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont également définies à l'article 3.6 du CCAG-MOE.

A cet effet, il présentera l'acte spécial de sous-traitance, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées.

1.4 Programme des travaux

Le présent marché a pour objet une mission complète de maîtrise d'œuvre pour réaliser des travaux d'aménagement d'une maison de santé pluridisciplinaire dans le CMP Pierres Plantées – bâtiment 111 du Centre Hospitalier Le Vinatier (CHLV).

Le bâtiment est classé selon le Code du travail et est actuellement exploité sur l'ensemble de ses trois étages.

Le programme succinct des travaux est décrit dans le document « notice technique descriptive des travaux d'aménagement ».

ARTICLE 2 – MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

La mission de maîtrise d'œuvre comprend les éléments de mission suivants.

2.1 – Mission de base

Le maître d'œuvre réalise les éléments de mission suivants dont le contenu est décrit aux articles R2431-4 et R2431-5, détaillés dans les articles R2431-18 à R2431-26 du Code de la commande publique :

- études d'esquisse,
- études d'avant-projet sommaire,
- études d'avant-projet définitif,
- études de projet,
- assistance à la passation des marchés de travaux,
- visa des études d'exécution et de synthèse,
- direction de l'exécution des marchés de travaux,
- assistance aux opérations de réception et assistance en période de garantie de parfait achèvement.

Dans le cas où le maître d'ouvrage décide de l'instauration d'une cellule de synthèse, le maître d'œuvre la dirige, s'il assure la mission de synthèse.

Ces éléments de mission sont pris en compte dans l'évaluation de la complexité de l'opération.

Il est précisé que les études d'avant-projet comprennent l'établissement des dossiers et les consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre et nécessaires à l'obtention du permis de construire et des autres autorisations administratives, ainsi que l'assistance au maître de l'ouvrage au cours de leur instruction.

L'élaboration de toutes les pièces administratives (permis de construire, documents pour les dossiers de demande de subvention, dossiers techniques pour les demandes de raccordement aux concessionnaires, DT...) est à la charge du titulaire.

2.2 – Autres missions de maîtrise d'œuvre

☐ Sans objet pour cette opération

☒ Dans le cadre d'une réhabilitation, les études de diagnostic sont :

☒ confiées au maître d'œuvre ☐ confiées à un autre prestataire ☐ déjà réalisées

En sus de la mission de base, le maître d'œuvre réalisera également les éléments de mission suivants :

☒ OPC

2.3 – Missions complémentaires

Le maître d'œuvre réalisera également les éléments de missions complémentaires suivants :

☒ Mission complémentaire 1 : **diagnostic structure**

☒ Mission complémentaire 2 : **diagnostic fluides**

Lorsque des missions complémentaires ne sont pas confiées par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre, ce dernier, au titre de son obligation de conseil, attire l'attention du maître d'ouvrage sur la

nécessité de prendre en compte les préoccupations correspondantes si le maintien de la cohérence de l'opération le justifie.

2.4 – Prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier ultérieurement au maître d'œuvre, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. L'objet de ces nouveaux marchés ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les documents du présent marché et se rapportant à la même opération de construction, en conformité avec le projet de base. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

2.5 – Décomposition en tranches

☒ Sans objet pour cette opération

2.6 Durée du marché

Le marché débute à sa date de notification et s'achève à la fin de la garantie de parfait achèvement des travaux.

La mission de maîtrise d'œuvre commence à la date fixée par l'ordre de service de démarrage et se termine à la date de fin du marché.

Le démarrage de la mission est prévu à la fin juillet 2025.

2.7 Mode d'attribution des travaux

Les prestations à réaliser au titre de la mission de base sont exécutées sur le principe d'une dévolution prévisionnelle des marchés de travaux :

☒ en marchés allotis par corps d'états

☐ en marchés allotis par regroupement de corps d'état

☐ à une entreprise générale ou un groupement momentané d'entreprises si les conditions de dérogation à l'allotissement définies à l'article L. 2113-11 du Code de la commande publique sont remplies avant le démarrage de la mission de maîtrise d'œuvre.

Au moment de la signature du marché avec le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage envisage la passation des marchés de travaux selon la procédure suivante :

☐ marché à procédure adaptée sans négociation

☒ marché à procédure adaptée avec négociation requérant l'assistance du maître d'œuvre

☐ appel d'offres ouvert ou restreint

Il n'est pas prévu de commission de passation des marchés.

Dans le cadre de la passation des marchés de travaux, le maître d'ouvrage prévoit de demander obligatoirement la soumission d'une offre de base lorsqu'il a offert la possibilité de remettre des variantes.

2.8 Pièces et renseignements à fournir par le maître d'ouvrage avant le début des études

En sus de ses attributions définies à l'article L. 2421-1 du Code de la commande publique, le maître

d'ouvrage fournit au maître d'œuvre en tant que de besoin, avant le début des études :

- les règles d'urbanisme applicables à l'opération et toute autre information juridique nécessaire ;
- les éventuelles études antérieures ainsi que, le cas échéant, les observations portées sur celles-ci ;
- les données techniques nécessaires, complétées éventuellement de celles en projet, dont notamment :
 - les levés de géomètre (plan cadastral, périmétrique et foncier, plan topographique et de nivellement, relevés des existants, des héberges, des abords, des plantations et des réseaux divers d'alimentation et de rejet, etc.) ;
 - les diagnostics amiante et pollution ;
 - les servitudes publiques et privées (de sol, de sous-sol, aériennes ou radioélectriques, etc.) ;
 - les résultats et analyses des campagnes de sondages et des études de sols (Mission G1 – Etude géotechnique préalable définie par la norme NFP 94-500 révisée en novembre 2013) ;
 - le résultat des recherches d'éléments construits enterrés, de cavités, carrières, réseaux et ouvrages enterrés divers, vestiges archéologiques, etc. ;
 - les contraintes climatiques, sismiques et les plans d'exposition aux risques naturels, etc. ;
 - les règles et règlements particuliers spécifiques au projet connus du maître d'ouvrage ;
 - les résultats des mesurages de caractérisation acoustique du site ;
- ses éventuelles exigences d'obtention de labels ;
- toute information relative à la protection des données personnelles ;
- étude de sol si nécessaire (et si demandée par le bureau de contrôle).

En cas de pièces manquantes, il appartient au maître d'œuvre de les réclamer.

2.9 – Réunion de lancement

A l'initiative du maître d'ouvrage et au plus tard dans les 15 jours suivant le démarrage de la mission, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre se réunissent afin notamment :

- d'identifier les interlocuteurs en charge de l'opération,
- de définir les modalités d'échanges, notamment dématérialisés, avec la maîtrise d'ouvrage,
- de définir les modalités de travail collaboratif avec les autres prestataires désignés par le maître d'ouvrage,
- de préciser les principes opérationnels de la gestion documentaire de l'opération,
- de compléter la base documentaire nécessaire au démarrage des études du maître d'œuvre,
- de présenter les spécificités du circuit de paiement du maître d'ouvrage et d'arrêter les modalités pratiques de facturation des prestations,
- de présenter les spécificités du circuit administratif de la maîtrise d'ouvrage.

La réunion de lancement fait l'objet d'un compte-rendu selon les conditions définies à l'article 6.2.3 du présent CCAP.

ARTICLE 3 – INTERVENANTS DANS L'OPÉRATION

Les coordonnées postales et électroniques du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, nécessaires aux diverses notifications, sont celles renseignées dans l'acte d'engagement.

3.1 – Organisation de la maîtrise d'ouvrage

La personne habilitée à signer le marché et à mettre en œuvre ses mesures d'exécution est M. Pascal MARIOTTI assurant la fonction de Directeur de l'établissement.

Article 3.1.1 – Représentant du maître d'ouvrage

☒ Le service Travaux du Centre Hospitalier Le Vinatier

Article 3.1.2 – Assistance à maîtrise d'ouvrage

☒ Sans objet pour cette opération

3.2 – La maîtrise d'œuvre

Article 3.2.1 – Représentation de la maîtrise d'œuvre

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre désigne dès la notification du marché une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché.

Détail des missions confiées :

- Missions de base selon Loi MOP
- Mission OPC
- Missions DIAG
- Autorisations administratives

Article 3.2.2 – Cotraitance

En cas de cotraitance, la forme du groupement est celle indiquée par le maître d'œuvre à l'article B.2 de l'acte d'engagement.

Article 3.2.3 – Mandataire du groupement

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement.

La mission du mandataire est définie dans la convention de groupement.

3.3 - Autres intervenants dans l'opération

Article 3.3.1 – Contrôle technique

Le contrôleur technique pour l'opération n'est pas encore désigné au moment de la signature du marché de maîtrise d'œuvre. Le maître d'ouvrage communiquera au maître d'œuvre les coordonnées du contrôleur technique dès sa désignation.

Article 3.3.2 – Coordination sécurité et protection de la santé

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

L'opération relève de la catégorie 2 conformément aux articles L. 4531-1s et R. 4531-1s du Code du travail.

Conformément aux articles L. 4531-1 à L. 4532-18 du Code du travail relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre travaille en liaison avec le coordonnateur SPS retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination (PGC), la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Article 3.3.3 – Coordination des systèmes de sécurité incendie

Sans objet pour cette opération

Article 3.3.4 – Opérateurs économiques chargés des travaux

Les opérateurs économiques chargés des travaux sont dénommés « entrepreneurs » dans l'ensemble des documents du marché.

Article 3.3.5 – Autres prestataires dans l'opération

Entreprise SOCOBAT

Missionnée pour les prestations suivantes :

- Repérage amiante avant travaux
- Diagnostic plomb

Article 3.3.6 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants

Dès la réunion de lancement, le maître d'ouvrage communique la liste des intervenants, précise leurs missions respectives, et les coordonnées des interlocuteurs désignés. En application de l'article 3.9 du CCAG-MOE, les modalités de collaboration du maître d'œuvre avec l'ensemble des prestataires du maître d'ouvrage concourant à l'opération sont précisées lors de cette réunion.

Le maître d'ouvrage autorise le maître d'œuvre à échanger directement avec chacun des prestataires désignés à toutes les étapes du projet.

Il s'engage à faire respecter les obligations contractuelles, notamment en matière de délais, assignées à chacun des autres intervenants concourant à la réalisation de l'opération.

En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délai.

ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces contractuelles particulières et leur ordre de priorité sont les suivants :

- l'acte d'engagement ;
- l'annexe financière à l'acte d'engagement ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE)¹ issu de l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation ;
- les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;
- l'offre technique du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques, y compris les compléments apportés en cas de négociation et de mise au point ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- les éléments de la décomposition du prix global et forfaitaire du maître d'œuvre ;
- la notice technique descriptive générale ;
- le programme et ses fiches locaux ;

¹ Tous les CCAG sont consultables sur le site www.legifrance.fr

-
- les plans EDL et PRO ;
 - le planning prévisionnel.

Les stipulations du marché sont conformes aux dispositions :

- du titre IX du livre Ier de la deuxième partie du Code de la commande publique relative à l'exécution du marché ;
- du livre IV de la deuxième partie du Code de la commande publique portant sur les dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre privée ;
- de l'annexe 20 du Code de la commande publique précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

ARTICLE 5 - TVA

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans l'acte d'engagement sont exprimés en distinguant le montant HT et le montant de la TVA au taux conforme à la réglementation en vigueur.

En complément de l'article 16 du CCAG-MOE, les pénalités de retard sont exclues du champ d'application de la TVA.

ARTICLE 6 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

6.1 – Communication entre les parties

Article 6.1.1 – Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage

Un ordre de service est notamment nécessaire :

- lorsqu'une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ ou la prolongation d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission) ;
- si le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre ;
- dès lors qu'une décision du maître d'ouvrage est susceptible de mettre en œuvre ou de modifier les dispositions contractuelles.

L'ordre de service daté et signé est remis par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre par tout moyen dématérialisé ou matérialisé permettant d'en attester la date, et le cas échéant, l'heure de sa réception.

Article 6.1.2 – Possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des observations et de refuser d'exécuter un ordre de service

- Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 15 jours, sous peine de forclusion, pour notifier au maître d'ouvrage des observations relatives à un ordre de service qui lui a été notifié, en application de l'article 3.8.2 du CCAG-MOE.
- Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet d'observations de sa part conformément à l'article 3.8.3 du CCAG-MOE.

-
- Toutefois, le maître d'œuvre n'est pas tenu d'exécuter un ordre de service dans les cas suivants :
 - lorsque l'ordre de service de démarrage de la mission est notifié plus de 6 mois après la notification du marché en application de l'article 3.8.3 du CCAG-MOE ;
 - lorsque le maître d'ouvrage n'a pas répondu dans un délai de 15 jours aux observations dûment motivées et notifiées par le maître d'œuvre visant à l'informer qu'un ordre de service présente un risque en termes de sécurité, de santé ou qu'il contrevient à une disposition législative ou réglementaire à laquelle le maître d'œuvre est soumis dans l'exécution des prestations objet du marché, en application de l'article 3.8.2 du CCAG-MOE ;
 - lorsqu'un ordre de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives est notifié au maître d'œuvre alors que le montant cumulé des ordres de service pour ce type de prestations a atteint 10% du montant hors taxes du marché sans avoir fait l'objet d'avenants en application de l'article 14.2 du CCAG-MOE ;
 - lorsqu'un ordre de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière en application de l'article 14.3 du CCAG-MOE.

6.2 – Informations réciproques

Article 6.2.1 – Informations données par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre pendant l'exécution du marché

- Le maître d'ouvrage communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché.
- Il s'agit notamment :
 - de toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire ;
 - de toute observation ou de tout document adressés directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.
- Dans le cadre de son devoir de conseil, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage s'il constate en cours d'exécution du marché que les documents comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions.

Article 6.2.2 – Informations données par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage

Le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

Article 6.2.3 – Comptes rendus des réunions

Les comptes rendus des réunions bilatérales entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sont établis par le maître d'œuvre, qui les communique dans les **72 heures** qui suivent la réunion.

Les destinataires disposent de 15 jours calendaires pour émettre des observations sur le compte-rendu à compter de sa réception.

Le compte-rendu de réunion bilatérale ne deviendra définitif et opposable aux parties, qu’une fois validé officiellement par la maîtrise d’ouvrage.

Article 6.2.4 – Confidentialité, secrets professionnel et commercial

Il est fait application des stipulations de l’article 5.1 du CCAG-MOE en matière d’obligations de confidentialité du maître d’œuvre et du maître d’ouvrage.

6.3 – Présentation et vérification des prestations de maîtrise d’œuvre

Article 6.3.1 – Format et support pour la remise des études

Les prestations sont remises de façon dématérialisée par tout moyen de transmission permettant d’en attester la date de remise.

Le maître d’ouvrage et le maître d’œuvre s’accordent sur les formats informatiques des prestations remises de manière dématérialisée. A défaut, le maître d’œuvre devra fournir ses prestations sous formats génériques lisibles sans nécessiter l’acquisition de logiciels spécifiques, ou en fournissant à l’appui de ses prestations les logiciels de lecture adaptés, sans limitation de droits ni de durée.

Certaines prestations peuvent faire l’objet d’une remise matérialisée (dossier papier), dans les quantités définies ci-après :

	Nombre d'exemplaires
Etudes d'avant-projet sommaire	1
Etudes d'avant-projet définitif	1
Dossier de permis de construire	7
Etudes de projet	1
Etudes d'exécution	1
Dossier des ouvrages exécutés	2

Article 6.3.2 – Point de départ des délais de présentation des documents

Le point de départ des délais de présentation des études sont définis de la manière suivante :

	Point de départ des délais de présentation des études	Délais pour la réalisation des études
Etudes d'esquisse (sauf en cas de concours)	▪ Date de démarrage de la mission telle que définie par l'ordre de service correspondant	3 semaines à compter de la notification
Etudes d'avant-projet sommaire	▪ Date indiquée dans l'ordre de service ▪ A défaut, date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de l'ordre d'engager les études de la phase concernée.	3 semaines à compter de la validation de l'esquisse
Etudes d'avant-projet définitif		4 semaines à l'acceptation de l'APS
Dossier de permis de construire		2 semaines à l'acceptation de l'APS
Etudes de projet		6 semaines à l'acceptation de l'APD
Eléments du DCE produits par le maître d'œuvre		2 semaines à l'acceptation du PRO
Etudes d'exécution		5 jours à remise des plans

Dossier des ouvrages exécutés	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Date de la réception par le maître d'œuvre des DOE des entrepreneurs 	15 jours à remise du DOE
-------------------------------	--	--------------------------

Article 6.3.3 – Délais de vérification des documents et de prise de décision par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage peut admettre, avec ou sans observations, d'ajourner ou rejeter les documents d'études selon les délais suivants.

Le délai d'examen et d'approbation de l'Esquisse, de l'APS, l'APD et du PRO par le maître d'ouvrage, le contrôleur technique et le coordonnateur SPS est fixé à :

Etudes d'esquisse	2 semaines
Etudes d'avant-projet sommaire	3 semaines
Etudes d'avant-projet définitif	3 semaines
Dossier de permis de construire	2 semaines
Etudes de projet	3 semaines
Eléments du DCE produits par le maître d'œuvre	3 semaines
DOE	4 semaines
TOTAL	20 semaines

Il est entendu que le délai de 20 semaines est un crédit de temps d'analyse pour la Maîtrise d'Ouvrage sur l'ensemble du temps d'analyse. *Par exemple, si la Maîtrise d'Ouvrage met 1 semaine en esquisse et 2 semaines pour valider l'APD, son temps d'analyse au PRO pourra être de 5 semaines pour respecter les délais d'exécution du Titulaire.*

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise des études par le maître d'œuvre.

En aucun cas, les documents ne seront validés tacitement. Seule une validation expresse est valable.

Article 6.3.4 – Décisions d'ajournement, de réfaction ou de rejet notifiées par le maître d'ouvrage

Si le maître d'ouvrage n'admet pas les études remises par le maître d'œuvre, il peut prendre les décisions suivantes :

- ajournement dans les conditions définies par l'article 21.2 du CCAG-MOE ;
- réfaction dans les conditions définies par l'article 21.3 du CCAG-MOE ;
- rejet dans les conditions définies par l'article 21.4 du CCAG-MOE.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE, la décision par le maître d'ouvrage ou son représentant de réception (au sens approbation), d'ajournement ou de rejet des éléments d'étude, des DCE et du DOE ne peut être que formelle ou expresse, sans pouvoir être tacite, notamment à l'expiration de quelque délai ou silence du maître d'ouvrage ou de son représentant.

Article 6.3.5 – Conséquence de l'admission des études sur le programme de l'opération

L'admission par le maître d'ouvrage des études réalisées par le maître d'œuvre emporte l'adhésion du maître d'ouvrage aux éventuelles modifications du programme.

6.4 – Prolongation des délais d'exécution

En application de l'article 15.3.1 du CCAG-MOE, lorsque le maître d'œuvre est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du maître d'ouvrage, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, ou lorsqu'une toute autre cause n'engageant pas la responsabilité du maître d'œuvre fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le maître d'ouvrage peut prolonger le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le maître d'œuvre doit signaler au maître d'ouvrage l'événement de force majeure ou les causes, qui, selon lui, échappant à sa responsabilité, font obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, conformément à l'article 15.3.2 du CCAG-MOE. **Par dérogation à l'article 15.3.2** du CCAG-MOE il dispose, à cet effet, d'un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision, en exposant les incidences éventuelles sur sa rémunération.

En application de l'article 15.3.3 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage notifie par écrit au maître d'œuvre sa décision dans le délai de 15 jours à compter de la réception de la demande. Passé ce délai, le maître d'ouvrage est réputé, par son silence, avoir accepté la demande qui lui a été adressée.

6.5 – Modalités particulières de réalisation de la direction de l'exécution du ou des marchés de travaux

Les prestations à réaliser au titre de l'élément de mission de direction de l'exécution du ou des marchés publics de travaux sont fondées sur le principe de l'application des stipulations du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sous réserve des dérogations prévues dans les pièces contractuelles du ou de ces marchés.

Article 6.5.1 – Réunions de chantier

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier jusqu'à la réception des travaux avec une fréquence d'une réunion par semaine.

Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les **3 jours ouvrés** qui suivent la réunion.

Article 6.5.2 – Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage. Les ordres de service sont écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

Toutefois, le maître d'œuvre ne peut émettre d'ordre de service sans avoir obtenu la validation préalable du maître d'ouvrage si l'ordre de service :

- porte sur la notification des dates des commencement des périodes de préparation et de démarrage des travaux ou la notification de l'exécution d'une tranche optionnelle ;
- entraîne une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délais d'exécution, de durée et de montants.

Article 6.5.3 – Vérification par le maître d'œuvre des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

En application de l'article 12.1.8 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation ou envoyé par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie les projets de décomptes mensuels selon son appréciation des travaux effectués et les stipulations des marchés de travaux.

Il met à disposition du maître d'ouvrage les états d'acompte correspondants sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs, et à la mise à disposition de l'état d'acompte mensuel sur le portail public de facturation est fixé à 7 jours à compter de la mise à disposition ou de l'envoi du projet de décompte mensuel par l'entrepreneur.

En cas de cotraitance, c'est le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre qui visera les projets de décompte après, s'il y a lieu, visa préalable d'un ou plusieurs des autres cotraitants.

Article 6.5.4 – Vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte final des entrepreneurs et établissement du projet de décompte général

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi et notifié par l'entrepreneur en application des articles 12.3.1 et 12.3.2 du CCAG-Travaux.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, en application de l'article 12.4.1 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs et sa transmission ou sa mise à disposition au maître d'ouvrage sur le portail public de facturation est fixé à 7 jours à compter de la date de réception du document.

En cas de cotraitance, c'est le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre qui acceptera ou rectifiera le projet de décompte final et établira le décompte général après, s'il y a lieu, visa préalable d'un ou plusieurs des autres cotraitants.

ARTICLE 7 – FORFAIT DE REMUNERATION

Le présent paragraphe constitue une clause de réexamen au sens de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique.

Le montant du forfait provisoire de rémunération a été établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la passation du marché, tels que :

- contenu de la mission fixée par le CCAP et le CCTP,
- programme,
- part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux fixée par le maître d'ouvrage,
- éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement, à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles,
- délais des études du maître d'œuvre et délai de vérification par le maître d'ouvrage,
- modes prévisionnels de dévolution et de passation des marchés de travaux,
- durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage,
- découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation,
- continuité du déroulement de l'opération,
- coûts en matière d'assurance pesant sur la maîtrise d'œuvre.

Ce coût prévisionnel ne comprend pas les éléments suivants :

- le forfait de rémunération,
- les dépenses de libération d'emprise,
- les dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiée à un artiste ou à un maître,

- les frais éventuels de conduite d'opération, de contrôle technique et de coordonnateur SPS,
- les dépenses d'Ordonnancement, de Pilotage et de Coordination (OPC),
- les frais de raccordement aux réseaux, hors emprise du terrain,
- les primes éventuelles des assurances construction facultatives,
- tous les frais financiers.

Le coût prévisionnel des travaux, sur lequel s'engage le maître d'œuvre, est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 (mois précédent celui de la date-limite de remise des offres).

7.1 Modalités de fixation du forfait provisoire de rémunération

Le forfait provisoire de rémunération est le produit du taux de rémunération « t » par la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître de l'ouvrage dans l'annexe à l'acte d'engagement, dans la mesure où le coût prévisionnel définitif n'est pas connu, soit :

Forfait provisoire de rémunération HT : $P_0 \times t$

Où :

- P_0 = coût prévisionnel provisoire des travaux (budget affecté aux travaux par le maître d'ouvrage)

-t = taux de rémunération mentionné par le titulaire dans l'annexe financière

7.2 Modalités de fixation du forfait définitif de rémunération

Deux cas de figure peuvent se produire pour la fixation du coût du forfait définitif de rémunération :

1°) si le coût prévisionnel définitif des travaux est identique ou inférieur au coût prévisionnel provisoire, le forfait provisoire de rémunération n'est pas révisé et devient en l'état le forfait définitif.

2°) si le coût prévisionnel définitif des travaux est révisé à la hausse par rapport au coût prévisionnel provisoire, le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération « t' » par le montant du coût prévisionnel définitif des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre, soit :

Forfait définitif de rémunération HT : $P \times t'$

Où :

-P = coût prévisionnel définitif des travaux

-t' = taux de rémunération définitif.

Le taux de rémunération définitif t' est déterminé selon les règles ci-dessous :

- $t' = t (1 - \alpha)$
- α variant avec le coût prévisionnel définitif P dans les conditions suivantes :

Coût prévisionnel définitif P	α	Taux de rémunération définitif
-------------------------------	----------	--------------------------------

$P < \text{ou} = (P_o + [10.0\%P_o])$	0	$t' = t$
$P > (P_o + [10.0\%P_o])$	3%	$t' = t (1 - 3\%)$

Le forfait définitif est arrêté dès que le coût prévisionnel définitif P est établi.

Dans le cas où le coût prévisionnel définitif des travaux est révisé à la hausse par rapport au coût prévisionnel provisoire, un avenant est établi. Il permet d'entériner le coût prévisionnel définitif de l'ouvrage et fixe le forfait définitif de rémunération. Cet avenant intervient au plus tard au stade de l'avant-projet définitif (APD). Le taux de tolérance maximal à l'APD est fixé à 5%.

7.3 Dispositions diverses

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M_0 études (mois précédent celui de la date-limite de remise des offres).

En cas de groupement, la part du forfait revenant au mandataire du groupement comprend toutes les dépenses de coordination de ses cotraitants ainsi qu'une marge pour pallier d'éventuelles défaillances des cotraitants et les conséquences de ces défaillances.

Rémunération au titre de la cession des droits de propriété intellectuelle :

Le montant inclut la rémunération forfaitaire versée au maître d'œuvre au titre des droits de propriété intellectuelle, dont le montant est fixé à 10% du prix hors taxes du marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire est un groupement de maîtrise d'œuvre, la rémunération au titre des droits de propriété intellectuelle est incluse dans la répartition figurant dans l'annexe financière.

Versement de la rémunération du mandataire du groupement :

La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

ARTICLE 8 - PRIX

8.1 Mois d'établissement du prix du marché

L'offre est établie sur la base des conditions économiques du mois M_0 (M_0 études) : **mois précédent celui de la remise des offres finales.**

8.2 Forme du prix et révision

Le présent marché est passé à prix révisables.

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision, donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 \times (I_m/I_o)$$

dans laquelle I_o et I_m sont les valeurs définitives prises par l'index ING respectivement au mois m_0 et au

mois m au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est remis.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

En application de l'article R. 2191-28 du Code de la commande publique, lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage procède au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le maître d'ouvrage procède à la révision définitive dans le décompte général définitif.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé à l'article 6.3.3 du présent CCAP, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure. Si la durée de l'exécution de l'élément de mission est supérieure à un mois, la valeur des index utilisés pour la révision de prix est appréciée à la date à laquelle chaque partie de l'élément de mission est effectivement réalisée sans toutefois être postérieure à la date contractuelle de réalisation.

Si les prestations ci-dessus ne sont pas achevées à l'expiration du délai d'exécution fixé par le marché, aucune révision du prix n'a lieu pour la période dépassant le délai contractuel d'exécution.

8.3 Contenu des prix en cas de cotraitance ou sous-traitance

- En cas de cotraitance, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectués par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire de ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses éventuelles défaillances.

ARTICLE 9 – PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les paiements auxquels ce marché donne lieu s'effectuent à l'admission des prestations concernées. Ces règlements se feront selon les règles de comptabilité publique, sur présentation des factures.

Les factures porteront obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro de SIRET du Centre Hospitalier Le Vinatier en tant que destinataire de la facture : 266 900 083 00012
- Le numéro du bon de commande (deux lettres + six chiffres) auquel rattacher la facture.

La transmission des factures au CH Le Vinatier se fait de manière dématérialisée sur le portail national CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>) et ce, même pour les très petites entreprises (moins de 10 salariés).

- Le code service à sélectionner pour déposer la facture est : CHV_AVEC_CMD

Chaque facture est accompagnée des justificatifs nécessaires.

Toute facture non conforme et ne respectant pas l'ensemble de ces modalités est immédiatement retournée au titulaire pour rectification.

Lorsque les titulaires sont groupés, chaque cotraitant établit sa demande de paiement, selon les prescriptions définies ci-dessus. Le cotraitant adresse ensuite sa facture au mandataire, qui la vise, et la fait parvenir au Maître d'Ouvrage.

Les factures non visées par le mandataire seront retournées à celui-ci pour validation.

Lorsque l'identification des prestations et de leur montant n'est pas possible, ou lorsqu'aucune répartition du montant des prestations n'est fournie avec l'acte d'engagement, les prestations seront payées intégralement au mandataire.

En cas de sous-traitance, le mandataire devra joindre à l'appui de ses demandes de paiement et en plus de l'attestation de paiement direct la facture du sous-traitant libellée au nom du titulaire

Dans le cas où le Maître d'Ouvrage est empêché du fait du titulaire, du fait de l'un de ses cocontractants ou du fait d'un sous-traitant, de procéder à une opération nécessaire au paiement, le délai de paiement est suspendu pour une période égale au retard qui en est résulté. La suspension du délai peut intervenir autant de fois que nécessaire par demande de paiement et par l'envoi par le Maître d'Ouvrage au titulaire d'un courriel faisant connaître les raisons qui s'opposent au paiement, et précisant notamment les pièces à fournir ou à compléter. Ce courriel devra indiquer qu'il suspend le délai de paiement. La suspension débute au jour de réception par le titulaire de ce courriel. La suspension prend fin au jour de réception par le Maître d'Ouvrage de l'ensemble des éléments réclamés, envoyés par le titulaire.

Délai de paiement

Conformément à l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le Centre Hospitalier Le Vinatier doit effectuer le paiement dans un délai maximal de 50 jours. Cependant, dans la pratique, les paiements sont régulièrement effectués dans un délai plus court.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la facture par le CHLV.

En cas de retard de paiement par le CHLV, le fournisseur a droit au versement d'intérêts moratoires légaux, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le comptable payeur est la Trésorerie Hospitalière de la Métropole de Lyon - 3 Quai des Célestins 69002 LYON.

ARTICLE 10 AVANCE - ACOMPTES - DECOMPTE GENERAL

10.1 Avance

Sauf en cas de refus du maître d'œuvre indiqué à l'article B4 de l'acte d'engagement, si les conditions de montant et de durée d'exécution du marché sont réunies (si son montant est supérieur à 50 000.00 euros HT et si sa durée d'exécution est supérieure à 2 mois [Articles R2191-3 et suivants du Code de la commande publique]), le maître d'ouvrage versera une avance prévue par les articles L. 2191-2 et R.2191-3 du même Code dans les conditions définies ci-dessous.

En application de l'article 11.1 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage retient l'option B.

- Lorsque le maître d'œuvre, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du Code de la commande publique :

☒ le taux de l'avance est fixé à 10%

- Lorsque le maître d'œuvre, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens de l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique :

☒ le taux de l'avance est fixé à 5% en application de l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le règlement de l'avance interviendra au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte relatif à l'exécution du marché.

Modalités de résorption de l'avance

Le remboursement de l'avance est réalisé en une fois quand le montant des prestations exécutées atteint 70% du montant TTC des prestations du marché.

Modalités en cas de groupement et/ou en cas de sous-traitance

Lorsque le marché est passé avec un prestataire (contractant) unique ou avec des prestataires groupés conjoints, éventuellement avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le titulaire ou le mandataire et à celles exécutées par chaque cotraitant et sous-traitant ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire, ou au mandataire et ses cotraitants et aux sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des prestations réalisées par le titulaire ou par le mandataire et par chacun des cotraitants conjoints et sous-traitants ayant droit au paiement direct.

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, dans les conditions prévues aux articles R. 2193-17, R. 2193-18 et R. 2193-19 du Code de la commande publique.

Le maître d'œuvre transmet immédiatement au maître d'ouvrage la demande de versement émise par le sous-traitant. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent au titulaire conformément à l'article R. 2193-20 du Code de la commande publique.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours de prestation, si le titulaire, mandataire ou cotraitant a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui sont dues au titulaire, mandataire ou cotraitant sur le ou les acomptes présentés après la date d'agrément du sous-traitant concerné.

Si les sommes restant dues au titulaire, mandataire ou cotraitant ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le représentant du maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

10.2 Acomptes

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement établie par le maître d'œuvre à laquelle il joint les pièces relatives à la réalisation des prestations, nécessaires à la justification du paiement.

La demande de paiement est datée et mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations réalisées admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément à l'article 21.3 du CCAG-MOE ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- le numéro d'engagement fourni par le Maître d'Ouvrage au titulaire, aux cotraitants et éventuels sous-traitants, à renseigner dans le portail public de facturation.

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

La remise d'une demande de paiement intervient au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent au fur et à mesure de l'avancement des éléments de mission, en application de l'article 11.5 du CCAG-MOE et conformément aux articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du Code de la commande publique, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Mission DIAG

Les prestations incluses dans l'élément de mission OPC seront réglées à 100% après admission des prestations par le Maître d'Ouvrage.

Pour l'établissement du document d'études suivant : DIA - ESQ - Avant-Projet Sommaire (APS)

Les prestations incluses dans les éléments de mission ci-dessus seront réglées de la manière suivante :

- 80 % après **réception** par le représentant du maître d'ouvrage de l'élément délivré par le maître d'œuvre.
- 20 % après **acceptation** de l'élément par le représentant du maître d'ouvrage.

Lorsque le marché est conclu à la suite d'un concours, l'élément de mission objet du concours (ESQ, APS) est réglé à 100 % dès la notification du marché, déduction faite de l'acompte constituée par la prime versée préalablement.

Pour l'établissement du document d'étude suivant : Avant-Projet Définitif (APD) / Projet (PRO)

Les prestations incluses dans les éléments de mission ci-dessus seront réglées de la manière suivante :

- 80 % après réception par le représentant du maître d'ouvrage de l'élément délivré par le maître d'œuvre.
- 20 % après acceptation de l'élément par le représentant du maître d'ouvrage

Pour l'exécution des prestations de l'élément : Assistance à la passation des marchés (AMT)

Les prestations incluses dans l'élément de mission AMT seront réglées de la manière suivante :

-
- 100 % après mise au point du ou des marchés de travaux et acceptation par le maître d'ouvrage des offres des entreprises.

En cas d'appel d'offres infructueux concernant les marchés de travaux, l'élément AMT sera réglé à hauteur de 50 % maximum sous réserve de l'application de pénalités de retard.

Pour l'exécution du Visa des études d'exécution (VISA)

Les prestations incluses dans l'élément de mission VISA seront réglées au prorata de l'avancement de la mission.

Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution

a/ Direction des travaux (DET)

Les prestations incluses dans l'élément de mission DET seront réglées de la manière suivante :

- 95 % où il sera considéré que le 1/Nième de la mission sera réalisée chaque mois. Le Nième de la mission sera le délai global d'exécution des travaux. L'ordre de service de démarrage des travaux aux entreprises servira de référence.
- 5 % après réception par le maître d'ouvrage du décompte général du dernier marché de travaux (comprenant le décompte final) et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises.

b/ Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement (AOR)

Les prestations incluses dans l'élément de mission AOR seront réglées de la manière suivante :

- 40 % à la date d'accusé de réception par le représentant du maître d'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions de réception du Maître d'œuvre pour tous les marchés de travaux.
- 20 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE).
- 15 % à l'achèvement des dernières levées de réserves.
- 25 % à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44-1 du CCAG applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage en application du 44.2 dudit CCAG.

Mission OPC

Les prestations incluses dans l'élément de mission OPC seront réglées au prorata de l'avancement de la mission.

Rémunération des éléments

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments DIA/ESQ/APS et APD seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant dans l'annexe à l'acte d'engagement. Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel définitif des travaux et le forfait définitif de rémunération, il sera procédé si nécessaire à un réajustement en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs aux éléments DIA/ESQ/APS et APD.

Montant de l'acompte

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article « acomptes » ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs.

Chaque décompte, accompagné d'un tableau récapitulatif établi par le titulaire ou le mandataire (en cas de groupement) pour l'ensemble de la mission, est établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies.

a/ Etat périodique

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission et à la décomposition contractuelle du forfait de rémunération.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le maître d'œuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

b/ Projet de décompte périodique

Le maître d'œuvre envoie au représentant du maître d'ouvrage, par tout moyen permettant de donner date de réception certaine, son projet de décompte périodique auquel est annexé le ou les états périodiques.

c/ Décompte périodique

Le projet décompte périodique, signé par le représentant du maître d'ouvrage, devient le décompte périodique et correspond au montant des sommes dues au maître d'œuvre depuis le début du marché jusqu'à l'expiration de la période correspondante, ce montant étant évalué en prix de base hors TVA. Il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base, de la fraction de la rémunération initiale à régler, compte tenu des prestations effectuées ;
- les pénalités éventuelles (en particulier pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article « établissement et réception des documents d'études » du présent CCAP).

d/ Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique, incluant l'éventuelle avance visée à l'article « avance », à verser au maître d'œuvre est déterminé par le représentant du maître d'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- 1°) le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;
- 2°) l'incidence de la révision des prix appliquée conformément à l'article « forme du prix et révision » du présent CCAP sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période en cause et de la période précédente ;
- 3°) l'incidence de la T.V.A. ;

- 4°) le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1°, 2° et 3° ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre.

L'état d'acompte fait ressortir le montant à régler à chacun des co-contractants.

Le représentant du maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte ; s'il modifie le projet du maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

Le représentant du maître d'ouvrage dispose de 15 jours pour faire connaître, par écrit, au maître d'œuvre, les modifications éventuelles qui ont conduit au décompte retenu par lui. Le maître d'œuvre dispose ensuite de quinze jours pour faire connaître ses observations, mais le litige ne doit conduire à aucun retard dans le paiement de l'acompte du mois "m".

Si le maître d'ouvrage est empêché du fait du titulaire, du fait de l'un de ses cocontractants ou du fait d'un sous-traitant, de procéder à une opération nécessaire au paiement, le délai de paiement est suspendu pour une période égale au retard qui en est résulté. La suspension du délai par l'ordonnateur peut intervenir autant de fois que nécessaire par demande de paiement et par l'envoi par le maître d'ouvrage au titulaire d'une lettre recommandée avec accusé réception faisant connaître les raisons qui s'opposent au paiement, et précisant notamment les pièces à fournir ou à compléter. Cette lettre devra indiquer qu'elle suspend le délai de paiement. La suspension débute au jour de réception par le titulaire de cette lettre recommandée. La suspension prend fin au jour de réception par le maître d'ouvrage de la lettre recommandée avec accusé réception, envoyée par le titulaire, comportant la totalité des justifications réclamées ainsi qu'un bordereau des pièces transmises.

10.3 Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article « réception et achèvement de la mission », le maître d'œuvre adresse au représentant du maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

Ce projet de décompte final est à présenter par le maître d'œuvre **dans un délai de quarante-cinq jours** à compter de l'achèvement de sa mission telle que définie à l'article « réception et achèvement de la mission » ci-après **ou trente jours** à compter de la publication du dernier index nécessaire au calcul de la variation de prix.

En cas de pluralité de décomptes généraux définitifs de travaux ou de marchés de travaux, les délais sont comptés à partir de la date correspondant au dernier décompte général définitif du dernier marché de travaux.

Décompte final

Le décompte final établi par le représentant du maître d'ouvrage comprend :

- a) le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
- b) la pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage, telle que définie à l'article « contrôle de l'engagement du maître d'œuvre » du présent CCAP ;
- c) les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre, en application du présent marché ;
- d) la rémunération en prix de base, hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste "a" diminué des postes "b" et "c" ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

Décompte général – Etat du solde

Le représentant du maître d'ouvrage établit le décompte général qui correspond au montant des sommes dues au titre de l'exécution du marché et comprend :

- a) le décompte final ci-dessus ;
- b) la récapitulation du montant des acomptes arrêtées par le représentant du maître d'ouvrage ;
- c) le montant, en prix de base hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d) l'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
- e) l'incidence de la TVA ;
- f) l'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes "c", "d" et "e" ;
- g) la récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le représentant du maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre, dans un délai maximum de quarante-cinq jours, à compter de la remise par le maître d'œuvre du projet de décompte final, le décompte général et l'état du solde.

Le maître d'œuvre doit retourner le décompte général revêtu de sa signature avec ou sans réserve dans le délai prévu, soit quarante-cinq jours. Dans le cas où le maître d'œuvre n'a pas renvoyé ce décompte général dans ce délai, il est réputé être accepté par lui et devient définitif.

Si le décompte général est signé avec réserve par le maître d'œuvre, le différend est réglé selon les stipulations de l'article 35 du CCAG-MOE ; le mémoire produit à ce titre doit être motivé et chiffré. Si les réserves sont partielles, le maître d'œuvre est lié par son acceptation des éléments du décompte sur lesquels les réserves ne portent pas.

Décompte général et définitif du marché

Le décompte général et définitif du marché établi par le maître d'œuvre et signé par le représentant du maître d'ouvrage, est :

- soit le décompte général revêtu de la signature du représentant du maître d'ouvrage puis, après notification, de celle sans réserve du maître d'œuvre,
- soit le décompte général revêtu de la signature du représentant du maître d'ouvrage, augmenté du montant de l'éventuelle indemnité accordée au maître d'œuvre à la suite d'un litige et accepté sans réserve par celui-ci,
- soit le décompte général revêtu de la signature du représentant du maître de l'ouvrage notifié au titulaire, et, resté sans réponse pendant un délai de 45 jours.

10.4 Délais de règlement

Le délai maximum dont dispose le représentant du maître d'ouvrage pour procéder au paiement de l'avance prévue à l'article « avance » est de cinquante (50) jours, à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- notification du marché,
- notification de l'acte qui emporte commencement du marché si un tel acte est prévu (ordre de service de démarrage),
- date de fourniture de la garantie.

Les délais dont dispose le représentant du maître d'ouvrage pour procéder au paiement des acomptes est de cinquante (50) jours à compter de la réception de la demande d'acompte du maître d'œuvre par le représentant du maître d'ouvrage.

Les délais dont dispose le représentant du maître d'ouvrage pour procéder au paiement du solde est de cinquante (50) jours à compter de la réception par le représentant du maître de l'ouvrage du **décompte général retourné par le maître d'œuvre revêtu de sa signature**.

10.5 Règlement en cas de cotraitants ou de sous-traitants payés directement

Il sera effectué selon les dispositions ci-avant et conformément aux dispositions de l'article 12 du CCAG-MOE.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre est habilité à présenter les projets de décomptes périodiques, le projet de décompte final et à accepter le décompte général.

10.6 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs éventuels ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires-ainsi qu'à une indemnité

forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40€.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

ARTICLE 11 - DELAIS - PENALITES

Les pénalités de retard sont applicables dans les conditions prévues à l'article 16.2 du CCAG-MOE et selon le processus défini à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE.

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage pourra appliquer les pénalités de retard sur simple constat du retard dans l'exécution de la prestation du maître d'œuvre ou d'un délai fixé par le présent CCAP et non respecté.

Par dérogation à l'article 16.1.3 du CCAG-MOE, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée et le montant des pénalités appliquées sera celui prévu dans le présent article.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, les pénalités d'un montant inférieur à 1 000 euros seront dues.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

11.1 Etablissement et réception des documents d'études

Délais d'établissement

Le présent CCAP, en son article 6.3.2, fixe les délais d'établissement des documents d'études et du dossier des ouvrages exécutés.

Pénalités

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, en cas de retard dans la remise des documents d'études, le maître d'œuvre subira sur ses créances des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixé :

<input checked="" type="checkbox"/> par rapport au montant HT du marché à :	
- ESQ/APS/PC	1/500
- APD / PRO	1/500
- DCE	1/500
- AMT Analyse des offres	1/500
- AMT Mise au point marché	1/500
- DOE	1/500
Et pour l'élément VISA, par plan et document à viser	150 €

En cas de groupement conjoint, les pénalités sont appliquées et réparties sur les décomptes par le mandataire du groupement.

Réception des documents d'études

a/ Présentation des documents :

Le titulaire remettra les dossiers en format papier (voir article 6.3.1) et en format informatique (voir ci-dessous).

Pour satisfaire à cette obligation, tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :

-
- standard .zip (sauf en cas d'envoi par mail)
 - Adobe® Acrobat® .pdf
 - Rich Text Format .rtf
 - .docx ou .xlsx ou .pptx en version Microsoft Office
 - le format DWG
 - ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif
- Le titulaire est invité à :
 - ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe"
 - ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros"
 - traiter les fichiers constitutifs de ses études par un anti-virus
 - En cas de difficulté de récupération ou détection de virus, le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour transmettre au représentant du maître d'ouvrage l'ensemble de ces données soit par la voie électronique, soit sur un support physique électronique lisible et sain dans un délai de 2 jours. En cas de retard dans la transmission de ce support, le représentant du maître d'ouvrage se réserve, s'il y a lieu, l'application de pénalités de retard pour l'élément d'études concerné. Il appartiendra au titulaire de s'assurer que la transmission de ces documents sous la forme dématérialisée a bien été effectuée auprès des intéressés.

Il est précisé que :

- Chaque élément écrit ou graphique constitutif de l'élément PROJET (PRO) devra faire l'objet, en fonction de sa taille, d'un ou de plusieurs fichiers clairement identifiés.
- L'ensemble des pièces graphiques d'une part, l'ensemble des pièces écrites d'autre part, devront être présentées dans un format largement utilisé par les professionnels du bâtiment (les cadres de décomposition du prix global et forfaitaire devront pouvoir être complétés par les entreprises candidates).
- Un tableau de concordance fera le lien entre chaque pièce du dossier PRO et les fichiers correspondants.

Le maître d'ouvrage et son représentant se réservent tout droit de reproduction des documents ci-dessus dans le cadre de l'opération envisagée.

Chaque document sera accompagné d'une version numérique soit sur clé USB ou par mail en format reproductible et PDF, et DWG lorsqu'il y aura remise de plans.

Il est précisé que chaque élément devra impérativement faire l'objet d'un sommaire détaillé des pièces le composant et que chaque document écrit sera précédé d'un sommaire.

Le maître d'œuvre devra veiller à la constitution du DOE au fur et à mesure de l'avancement de l'opération. En cas de réception de l'ouvrage par phases, le maître d'œuvre devra produire en temps réel un exemplaire de ces documents intermédiaires (jusqu'à la production du DOE complet au maître d'ouvrage en fin d'opération) au coordonnateur de sécurité pour la constitution du DIUO et au représentant du maître d'ouvrage. Une attention particulière devra être apportée à la mise en forme du DOE, pour assurer et faciliter son exploitation ultérieure.

11.2 Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

En application de l'article 12.1.8 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation ou envoyé par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie les projets de décomptes mensuels selon son appréciation des travaux effectués et les stipulations des marchés de travaux.

Il met à disposition du maître d'ouvrage les états d'acompte correspondants sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs, et à la mise à disposition de l'état d'acompte mensuel sur le portail public de facturation est fixé à **7 jours** à compter de la mise à disposition ou de l'envoi du projet de décompte mensuel par l'entrepreneur.

Pénalités pour retard

Si le délai fixé au paragraphe ci-dessus n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé :

-pour les projets de décomptes mensuels, à 1/300 du montant HT de l'acompte correspondant. Cependant, si le retard du maître d'œuvre entraîne le versement d'intérêts moratoires aux entrepreneurs, le montant des pénalités qu'il encourt est égal au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables, dans la limite du taux légal applicable.

-pénalités pour absence de la mention de la date de réception ou de la date de remise du projet de décompte de l'entrepreneur sur le projet de décompte mensuel : le maître d'œuvre subira une pénalité forfaitaire de 150 euros (cent cinquante euros) en cas d'absence de la mention de la date de réception ou de la date de remise du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur.

11.3 Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi et notifié par l'entrepreneur en application des articles 12.3.1 et 12.3.2 du CCAG-Travaux.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, en application de l'article 12.4.1 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs et sa transmission ou sa mise à disposition au maître d'ouvrage sur le portail public de facturation est fixé à **7 jours** à compter de la date de réception du document.

En cas de co-traitance, c'est le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre qui acceptera ou rectifiera le projet de décompte final et établira le décompte général après, s'il y a lieu, visa préalable d'un ou plusieurs des autres co-traitants.

Pénalités pour retard

Si le délai fixé à l'article « solde » du présent CCAP n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé pour les projets de décompte final, à 1/300 du montant HT du décompte final.

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au représentant du maître d'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le représentant du maître d'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

A l'expiration de ce délai, le représentant du maître d'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant.

11.4 Direction des travaux – Délais - Pénalités

Le délai de visa des documents d'exécution établis par l'entrepreneur est fixé à l'article 6.3.3 du présent CCAP et court à compter de la date de réception ou de remise des documents et/ou plans par l'entrepreneur au maître d'œuvre. Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances une pénalité dont le montant par document et plan à viser est fixé à l'article « établissement et réception des documents d'études » du présent CCAP.

Les ordres de service faisant suite à une décision de la maîtrise d'ouvrage doivent être notifiés aux entreprises dans le délai de **7 jours** à compter de la réception du document par le maître d'œuvre. En cas de retard dans la délivrance des ordres de service aux entreprises, le maître d'œuvre encourt sur ses créances une pénalité dont le taux est fixé à 150 € (cent cinquante euros) par jour et par ordre de service.

11.5 Etablissement de la proposition de réception des travaux par le maître d'oeuvre

Article 11.5.1 Délai d'établissement de la proposition de réception des travaux

Par application de l'article 41.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux :

- les opérations préalables à la réception, qu'il s'agisse de réception ou réception partielle des ouvrages, feront l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le maître d'œuvre et signé par lui et par l'entrepreneur concerné, sauf si ce dernier refuse de le signer ; dans ce cas, il en est fait mention.
- le maître d'œuvre doit, dans les 5 jours suivant la date de ce procès-verbal, faire connaître à l'entrepreneur s'il a ou non proposés au représentant du maître d'ouvrage, de prononcer la réception, et dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

Pareillement, le maître d'œuvre doit présenter sa proposition de réception au représentant du maître d'ouvrage dans le délai de 5 jours suivant la date du procès-verbal des opérations préalables à la réception. Cette proposition de réception sera assortie, le cas échéant, de réserves à lever dans un délai prescrit, ou des raisons s'opposant à ce que la réception soit prononcée.

Article 11.5.2 Pénalités pour retard dans l'établissement de la proposition de réception des travaux

Si le délai de 5 jours mentionné au paragraphe ci-dessus n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard calendaire est fixé à 150 euros (cent cinquante euros) par proposition.

Cette pénalité est également applicable en cas d'inobservation du délai de 20 jours visé à l'article 41.1 du CCAG-travaux.

Article 11.5.3 Levée éventuelle des réserves

Dans le cas où la réception des ouvrages aurait été prononcée par le maître d'ouvrage ou son représentant avec des réserves à lever dans un délai prescrit, le maître d'œuvre devra :

- constater sur le chantier l'expiration du délai en question, si les réserves ont lieu d'être levées ou maintenues, en toute ou partie, en présence de l'entrepreneur ;
- dresser le procès-verbal de ces opérations, dans les mêmes conditions que la réception initiale ;
- informer les entreprises et adresser au représentant du maître d'ouvrage, dans les mêmes conditions que la réception initiale, sa proposition de levée partielle (assortie d'un délai pour les réserves restantes à lever) ou totale des réserves.

Article 11.5.4 Pénalités pour retard dans la production des propositions de levée totale ou partielle des réserves

En cas de retard dans la production des propositions de levée totale ou partielle des réserves, le maître d'œuvre subira sur ses créances une pénalité de 150 € (cent cinquante euros) par jour calendaire de retard.

11.6 Instruction des mémoires de réclamation

Article 11.6.1 Délais d'instruction

Le délai d'instruction des éventuelles réclamations des entreprises est de **20 jours** à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire de réclamation.

Article 11.6.2 Pénalités pour retard dans l'instruction du mémoire de réclamation

En cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant est fixé à 150 € (cent cinquante euros) par jour calendaire de retard.

11.7 Participation aux réunions organisées par le maître d'ouvrage

Si le maître d'œuvre ou son représentant agréé n'assiste pas à une réunion suite à une convocation qui lui est adressée par le maître d'ouvrage ou son représentant, il est passible d'une pénalité de 300 € (trois cents euros) par absence constatée.

ARTICLE 12 - PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément aux articles 6 et 7 du CCAG-MOE, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier, ainsi que la protection de l'environnement.

Au titre de la loi n°1418 du 31 décembre 1994 et de ses textes réglementaires d'application, l'opération relevant de la **1ère catégorie** donnera lieu notamment à l'établissement d'un Plan Général de Coordination (le cas échéant simplifié) en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS).

Application des principes généraux de prévention : Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, au même titre que le maître d'ouvrage et le coordonnateur, le maître d'œuvre doit, tant au cours de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet, que pendant la réalisation de l'ouvrage, mettre en oeuvre les principes généraux de prévention.

Les mesures à adopter comprennent des actions de prévention, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. La présence d'un coordonnateur sur le chantier ne modifie en rien la nature et l'étendue des responsabilités incombant au maître d'œuvre.

Collaboration dans la phase des études : le maître d'œuvre est tenu d'associer le coordonnateur dès la phase d'élaboration de chaque phase d'études, lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des opérations de chantier.

Il devra convoquer le coordonnateur à toutes les réunions qu'il organise afin de lui permettre d'exercer correctement sa mission. Il lui adressera ses études dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission.

Le maître d'œuvre devra tenir compte des observations du coordonnateur ou adopter des mesures d'une efficacité équivalente.

Mesures d'organisation générale du chantier : Les mesures d'organisation du chantier sont prises sous l'autorité du maître d'œuvre, elles sont arrêtées en concertation avec le coordonnateur.

Le maître d'œuvre participe au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, si le chantier vu le nombre d'entreprises et l'effectif des travailleurs le rend obligatoire.

Le maître d'œuvre répond aux observations ou notifications mentionnées sur le registre journal lorsqu'elles le concernent. Il peut se faire présenter le registre journal tenu par le coordonnateur s'il l'estime nécessaire.

ARTICLE 13 - SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX

Conformément aux dispositions de l'article « mission de base » du présent CCAP, la Direction de l'Exécution des Travaux (DET) incombe au maître d'œuvre. Il est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par chaque entreprise l'ensemble des stipulations de son marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

Le maître d'œuvre est réputé avoir parfaite connaissance de Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de Travaux approuvé par l'Arrêté du 30 mars 2021. Il s'engage au respect des dispositions mises à sa charge dans celui-ci.

Le maître d'œuvre établira et complètera au fur et à mesure de l'avancement du chantier le registre de chantier tel qu'il est mentionné à l'article 28.5 du CCAG-Travaux.

Le maître d'œuvre veille à la mise au point des documents que les entrepreneurs doivent établir pendant la période de préparation, en particulier le calendrier d'exécution des travaux en collaboration avec le pilote d'opération.

Le maître d'œuvre doit s'assurer du respect des délais d'exécution et de la coordination des entreprises et des concessionnaires pour le raccordement des installations aux réseaux publics (caractéristiques des branchements et dates d'intervention).

Les réunions de chantier se tiendront au moins une fois par semaine :

- réunions maître d'œuvre / entreprises,
- réunions maître d'œuvre / maître d'ouvrage.

Les comptes rendus seront diffusés au plus tard **72 heures** après la réunion.

Le maître d'œuvre procédera à des visites inopinées. En cas de groupement, le mandataire est tenu d'assister personnellement aux réunions de chantier au moins une fois par mois.

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'Exécution des Travaux" (D.E.T.), **le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entreprises**, dans les conditions suivantes :

En complément des dispositions de l'article 3.8 du CCAG applicable aux marchés de travaux, les ordres de service seront écrits, signés, datés, numérotés et adressés aux entreprises **dans un délai de 7 jours** suivant la demande du Maître d'Ouvrage.

Cependant, **en aucun cas**, le maître d'œuvre ne peut notifier des ordres de service relatifs :

- à la notification de la date de commencement des travaux ;
- au démarrage d'une tranche conditionnelle de travaux ;

sans avoir recueilli au préalable l'accord écrit du représentant du maître d'ouvrage.

En conséquence, tous travaux supplémentaires et (avec prolongation de délais le cas échéant) ne pourront être exécutés qu'après notification de l'avenant correspondant du maître d'ouvrage ou de son représentant, de même que toutes les modifications techniques n'entraînant aucune répercussion directe ou indirecte sur le montant des marchés conclus, ni même sur les délais.

Les projets d'avenants seront rédigés par le MOE.

Le maître d'œuvre s'engage à transmettre copie de ses ordres de service au représentant du maître d'ouvrage en même temps qu'aux entreprises. Le représentant du maître d'ouvrage doit pouvoir s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés dans les délais impartis.

ARTICLE 14 – ESTIMATION DU COUT DES TRAVAUX

14.1 Engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux

Si le coût prévisionnel des travaux proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de l'élément APD est supérieur au montant du budget affecté aux travaux par le maître d'ouvrage fixé dans l'annexe financière à l'acte d'engagement, le maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec la part de l'enveloppe financière citée ci-dessus. En cas de refus ou d'impossibilité de rendre compatible le projet avec la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire.

14.2 Contrôle de l'engagement du maître d'œuvre à l'issue de la consultation initiale des entreprises

La mission confiée au maître d'œuvre comporte l'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux.

En référence à l'article 13 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût prévisionnel des travaux (CPT) à programme constant. Le contrôle de cet engagement s'opère en comparant le coût cumulé des marchés de travaux (CMT) réajusté au coût prévisionnel des travaux assorti d'un **taux de tolérance fixé à 5%**.

Calcul du coefficient de réajustement

Le réajustement du coût cumulé des marchés de travaux s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement calculé selon la formule suivante :

Coefficient de réajustement = Dernier Index BT01 publié avant le dépôt des offres des marchés de travaux / Index BT01 du mois M_0 du marché de maîtrise d'œuvre.

Le coefficient arrondi au millième supérieur est appliqué au coût cumulé des marchés de travaux.

Calcul du seuil de tolérance sur le cout prévisionnel des travaux

Le seuil de tolérance est calculé selon la formule suivante :

Seuil de tolérance = CPT hors taxes x 1,05

En cas de dépassement du seuil de tolérance, si le maître d'ouvrage n'accepte pas les offres des soumissionnaires, il exige du maître d'œuvre une reprise gratuite des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettent d'atteindre à l'issue de nouvelles consultations, l'engagement pris en tenant compte

du taux de tolérance.

Si à l'issue de ces démarches, le maître d'œuvre s'avère être dans l'incapacité d'atteindre ces objectifs, le maître d'ouvrage met en œuvre l'article « différends - résiliation du marché » du présent CCAP.

14.3 Intervention du maître d'œuvre dans l'examen des candidatures et des offres des entreprises

Dans le cadre de l'élément AMT, le maître d'œuvre est associé à l'examen des candidatures et des offres des entreprises ainsi qu'à l'acceptation des sous-traitants proposés par le ou les entrepreneurs.

Le maître d'œuvre participera à toutes les concertations et/ou réunions relatives à l'ouverture et/ou le choix des offres et/ou négociations.

Après ouverture des plis contenant les offres, le maître d'ouvrage transmet les offres reçues au maître d'œuvre.

Dans le délai qui lui est imparti à l'article 6.3.2 du présent CCAP à compter de la remise des offres au maître d'œuvre, celui-ci établit un rapport d'analyse dans lequel :

- il fait apparaître ses réserves éventuelles sur les entreprises soumissionnaires,
- il fait connaître ses remarques au sujet de la conformité des offres des entrepreneurs aux conditions fixées par le dossier de consultation des entreprises (DCE) et notamment fait apparaître les points de non-conformité et leur incidence financière.
- Il vérifie l'exactitude des décompositions de prix forfaitaires et signale les erreurs, imprécisions ou omissions relevées et propose les redressements à opérer dans la décomposition permettant de conserver le montant de l'offre ;
- Il procède à une étude attentive des offres dont le montant est anormalement bas par rapport au niveau général des prix.
- Il établit la liste des points à négocier éventuellement avec les entrepreneurs (prix, quantités...).

En conclusion, il signale l'offre qu'il estime la plus avantageuse suivant les critères retenus par la maîtrise d'ouvrage. En cas de pondération, le maître d'œuvre proposera les points, les calculs et le classement suivant les prescriptions du règlement de la consultation des marchés de travaux.

Le maître d'œuvre ne doit fournir aucune information à des tiers. Si exceptionnellement il est amené à demander à certains entrepreneurs des renseignements complémentaires concernant leurs offres, il ne peut le faire qu'après accord du maître d'ouvrage ; le maître d'œuvre ne doit par ailleurs entreprendre avec eux aucune négociation sauf en cas de procédure adaptée prévoyant une phase de négociation, et toujours avec l'accord du maître d'ouvrage.

Le choix des entrepreneurs appartient au maître d'ouvrage.

14.4 Engagement du maître d'œuvre sur le coût des contrats de travaux

En référence à l'article 13 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût cumulé des marchés de travaux. Le contrôle de cet engagement s'opère en comparant le coût total définitif de réalisation de référence au coût cumulé des marchés de travaux assorti d'un taux de tolérance fixé à 5 %.

Le respect de cet engagement du maître d'œuvre est contrôlé après exécution complète des travaux nécessaires à la réalisation de l'ouvrage. Le montant des dépenses de travaux résulte des décomptes généraux des marchés et factures émises par les entreprises pour la réalisation de l'opération.

La comparaison entre le coût résultant des marchés initiaux signés et le coût constaté à la fin des travaux s'effectuera en valeur de base des marchés de travaux HT (Mois M0 travaux hors révision, actualisation, pénalités, primes.... et TVA).

Pour effectuer cette comparaison en cas de pluralité de marchés de travaux comportant des valeurs de base différentes (Mois Mo différents selon la date de passation des marchés du fait de l'étalement des besoins dans le temps), le montant initial et le coût constaté de chaque marché de travaux sera ramené en valeur de base du premier marché signé (mois M0 du premier marché de travaux signé).

Le maître d'œuvre présentera dans son projet de décompte final tous les calculs permettant ce contrôle par le maître de l'ouvrage et notamment un tableau comparatif entre montant des marchés et montants réalisés des travaux et les raisons de l'écart éventuel. La part des honoraires concernés pourra être bloquée si ces calculs ne sont pas fournis.

Pour vérifier le respect de cet engagement, le maître d'œuvre calcule l'écart entre :

- le coût initial qui est la somme de tous les contrats de travaux résultant des marchés signés, augmenté du coût des commandes qu'il était nécessaire de prévoir pour la réalisation de l'ouvrage en valeur de base.
- le coût constaté qui est la somme, en prix de base, des montants de travaux résultant des décomptes généraux des marchés, augmenté du coût des factures conclues pour la réalisation de l'ouvrage, ramené, s'il y a lieu, en valeur de base du premier marché signé.

Si l'écart excède le seuil de tolérance défini ci-dessus, la rémunération du maître d'œuvre est réduite conformément aux dispositions de l'article « Modalités de calcul de réduction d'honoraires à l'issue de la phase travaux » du présent CCAP.

14.5 Modifications du projet

Elles peuvent intervenir du fait de trois sortes d'aléas :

- a) Modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'œuvre en cours d'exécution par suite d'imprévisions dans ses études, de réserves du contrôleur technique, de non-observation des DTU ou d'erreurs dans la conduite des travaux même en cas d'accord du maître d'ouvrage.
Si elles entraînent des plus ou des moins-values sur le coût constaté des travaux, la rémunération du maître d'œuvre subira la réfaction éventuelle résultant du jeu des formules d'incitation à la réduction des coûts des travaux et du non-respect de l'engagement sur le coût des travaux.
- b) Modifications dans la consistance du projet résultant de modifications du programme demandées par le maître d'ouvrage : dans ces conditions, leur incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux et sur le forfait de rémunération sera chiffrée et un nouvel engagement sera alors fixé par avenant.
- c) Modifications dans la consistance du projet qui s'imposent au maître d'ouvrage : par exemple à la suite d'un changement de la réglementation postérieurement à la notification des marchés de travaux : se reporter au cas précédent (b).

14.6 Modification du coût prévisionnel des travaux sans modification de la consistance du projet

Ce cas peut se produire si surviennent certaines difficultés au cours de la réalisation des travaux (à titre d'exemple, lorsqu'une entreprise cesse son activité et doit être remplacée). Il en résulte souvent que l'estimation prévisionnelle du coût des travaux restant à exécuter devient supérieure à ce qu'elle aurait été si

l'entreprise défaillante avait terminé le chantier. Le maître d'œuvre ne sera pas pénalisé de ce fait, mais il devra, si nécessaire, remanier les dossiers, sans modification du forfait de rémunération initial.

14.7 Non-respect des engagements sur coûts de travaux en phase études

Au cas où après consultation des entreprises, le montant des offres retenues par le maître d'ouvrage dépasse les limites du seuil de tolérance et si le maître d'ouvrage décide de ne pas résilier le marché, le maître d'œuvre recommence ses études à ses frais afin de respecter le coût de travaux prévisionnel augmenté de la marge de tolérance.

Le maître d'œuvre transmet les nouvelles études au représentant du maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par la maîtrise d'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans le délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre à la maîtrise d'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou engager une nouvelle négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance, sans rémunération supplémentaire.

Passé ce délai, les clauses de pénalités pour retard dans la présentation des documents d'études fixées à l'article « établissement et réception des documents d'études » du présent CCAP sont applicables.

A défaut du respect de ces engagements, le contrat de maîtrise d'œuvre peut être résilié dans les conditions définies à l'article « différends – résiliation du marché » du présent CCAP.

14.8 Modalité de calcul de réduction d'honoraires à l'issue de la phase travaux

En cas de dépassement excédant le seuil de tolérance fixé par le contrat, la rémunération du maître d'œuvre sera réduite.

Si le coût constaté est supérieur au coût prévisionnel augmenté de la tolérance résultant de l'application du seuil tel que défini à l'article « engagement du maître d'œuvre sur le coût des contrats de travaux » du présent CCAP, le maître d'œuvre supporte une pénalité. Cette pénalité est égale à la différence entre le coût constaté et le coût toléré résultant de l'application du seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux de rémunération « t' » fixé à l'article « forfait de rémunération » (déterminé par voie d'avenant) multiplié par 2.

Conformément à l'article R. 2432-4 du Code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Mesures conservatoires : Si en cours d'exécution des travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs visés à l'article « modifications du projet ») dépasse le seuil de tolérance défini à l'article « engagement du maître d'œuvre sur le coût des contrats de travaux » du présent CCAP, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées, à titre conservatoire, à la diligence du maître d'ouvrage ou de son représentant, par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission VISA, DET et AOR.

ARTICLE 15 - UTILISATION DES RESULTATS

15.1 – Utilisation des connaissances antérieures

Les connaissances antérieures sont définies à l'article 22.6 du CCAG-MOE. Leur régime d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 23.2 du CCAG-MOE.

Toute modification, adaptation ou traduction projetée sur les connaissances antérieures concédées

fait l'objet d'un accord préalable du maître d'œuvre et le cas échéant, d'une convention spécifique.

15.2 – Utilisation des résultats

Les résultats sont définis à l'article 22.1 du CCAG-MOE. Le régime des droits d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 24.1 du CCAG-MOE.

Article 15.2.1 – Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique

Pour les besoins découlant de l'objet, le maître d'œuvre concède, à titre non exclusif, au maître d'ouvrage ses droits patrimoniaux, composés des droits de reproduction et de représentation définis aux articles 24.2.1.1 et 24.2.1.2 du CCAG-MOE. L'exercice des droits patrimoniaux s'opère dans le respect des droits moraux du maître d'œuvre.

Le droit de reproduction est limité à la réalisation unique du ou des ouvrages objets du marché.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations, dans le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Le prix de la concession est intégré au forfait provisoire de rémunération défini dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Article 15.2.2 – Mise en œuvre de la protection des droits moraux

Dans le cadre du droit à la paternité, le maître d'ouvrage s'assure que le nom et la qualité de l'auteur sont apposés sur l'immeuble réalisé ainsi que sur toutes les publications dont le maître d'ouvrage est à l'initiative portant sur la reproduction de l'œuvre sous quelque forme que ce soit.

Dans le cadre du droit au respect de l'œuvre, le maître d'ouvrage s'engage à informer le maître d'œuvre préalablement aux adaptations ou modifications ultérieures de l'œuvre et qui seraient susceptibles de l'altérer ou de la dénaturer.

En cas de réutilisation ou de réhabilitation, le pouvoir adjudicateur respecte le droit moral de l'auteur initial et lui donne les moyens de s'assurer du respect de son œuvre. Il l'informe avant toute intervention sur son œuvre.

Article 15.2.3 – Exploitation commerciale des résultats

Par défaut, le droit d'utiliser les résultats, défini à l'article « utilisation des résultats » du présent CCAP ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage souhaiterait exploiter commercialement les résultats du marché, il sollicite l'accord du maître d'œuvre afin d'établir une convention définissant les modalités de cette exploitation, incluant au minimum :

- la durée de l'exploitation,
- les finalités de l'exploitation commerciale,
- les supports de reproduction,
- le montant et les modalités de calcul de la redevance,
- les modalités de contrôle des versements effectués.

Un contrat de cession de droits est passé entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage en application des dispositions de l'article R. 2122-3-3° du Code de la commande publique.

ARTICLE 16 – RECEPTION ET ACHEVEMENT DE LA MISSION

16.1 Réception des documents

Le maître d'ouvrage ou son représentant procédera à la réception des documents remis par le titulaire conformément aux dispositions et délais définis par les articles 6.3.2 et 6.3.3 du présent CCAP.

Le maître d'ouvrage n'a pas à aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications des documents remis pour acceptation.

16.2 Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement (prévus à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) exceptionnellement, après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

En cas de pluralité de délais de garantie de parfait achèvement, la mission de maîtrise d'œuvre s'achève à l'expiration du dernier délai de garantie de parfait achèvement sauf prolongation de ce délai ou levée de réserves postérieures à son expiration. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la dernière levée des réserves.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître d'ouvrage ou son représentant, dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE et constatant que le titulaire a rempli ses obligations.

ARTICLE 17 - DIFFERENDS - RESILIATION DU MARCHÉ

17.1 – Formalisme des réclamations

Tout différend entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage fait l'objet, de la part du maître d'œuvre d'un mémoire en réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au maître d'ouvrage au plus tard à la remise du projet de décompte final.

Le rejet exprès ou tacite de la réclamation transmise préalablement à la remise du projet de décompte final ne s'oppose pas à ce que le maître d'œuvre réitère sa demande lors de la production de ce projet.

17.2 – Règlement amiable des différends

En application de l'article 35.4 du CCAG-MOE, en cas de différend persistant après le processus de réclamation, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre privilégient, préalablement à la saisine du tribunal administratif compétent, le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, dans les conditions prévues par le Code de la commande publique.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre peuvent recourir à la transaction afin de régler à l'amiable leur litige, conformément à l'article L. 2197-5 du Code civil.

17.3 – Manquements aux obligations du marché par le maître d'œuvre

Il est fait application de l'article 34 du CCAG-MOE.

Dans le cas où le maître d'œuvre ne se conforme pas aux stipulations du marché, le maître d'ouvrage le met en demeure de s'y conformer dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours. Le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par

le marché, aux frais et risques du maître d'œuvre dans les conditions prévues par l'article 34 du CCAG-MOE.

17.4 – Résiliation du marché

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 27 à 32 du CCAG-MOE avec les précisions suivantes.

Si le maître d'ouvrage décide de la cessation définitive de la mission du maître d'œuvre sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision est notifiée conformément à l'article 27 du CCAG-MOE et la fraction de la mission ou de l'élément de mission déjà accomplie est rémunérée. Dans ce cas de résiliation, le maître d'œuvre perçoit une indemnité de 5% de la partie résiliée du marché, en référence à l'article 31 du CCAG-MOE.

17.5 – Tribunal compétent en cas de litige

En cas de procédure contentieuse, le tribunal administratif compétent est celui de Lyon :

Tribunal Administratif de Lyon
Palais des Juridictions administratives
184, rue Duguesclin
69433 Lyon Cedex 03
Téléphone : 04 87 63 50 00
Télécopie : 04 87 63 52 50
Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr

Tous les documents, correspondances, demandes de paiement doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 18 - CLAUSES DIVERSES

En application de l'article R. 2194-6 du Code de la commande publique, le marché pourra être modifié dans les circonstances suivantes.

18.1 – Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire

Le maître d'œuvre peut proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (transmission, fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification ne remette en cause aucun élément essentiel du marché et que l'opérateur économique présenté dispose des mêmes garanties professionnelles et financières que le titulaire.

18.2 – Modification du groupement de maîtrise d'œuvre en cas de défaillance du mandataire

Dans le cas où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, il est fait application de l'article 3.5.4 du CCAG-MOE.

Le cas échéant, la substitution fait l'objet d'un avenant précisant notamment la nouvelle organisation du groupement ainsi que la nouvelle répartition des prestations et la rémunération afférente.

18.3 – Modification du groupement de maîtrise d'œuvre en cas de défaillance d'un cotraitant

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, si le titulaire est un groupement, le mandataire a la faculté de proposer au maître d'ouvrage de modifier sa composition

dans les circonstances suivantes :

- cessation d'activité, défaillance économique, décès ou incapacité civile de l'un des cotraitants,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles de l'un des cotraitants, la résolution des litiges entre membres du groupement relevant du groupement.

Il peut présenter comme remplaçant pour la poursuite des prestations

- soit le mandataire lui-même ou l'un des cotraitants,
- soit un sous-traitant,
- soit un nouveau cotraitant, à condition que celui-ci remplisse les conditions de participation fixées dans le cadre de la passation du marché initial et que soit fourni à l'appui de sa présentation l'ensemble des justifications de ses capacités. La substitution ne remet en cause ni les modalités financières du marché ni ses délais d'exécution.

Le maître d'ouvrage dispose de quinze jours à compter de la réception de la proposition du mandataire pour se prononcer sur l'organisation des prestations. Le silence gardé par lui pendant ce délai vaut rejet.

Un avenant est conclu entre le maître d'ouvrage et l'ensemble des cotraitants qui détermine notamment la nouvelle composition du groupement, la nouvelle répartition des prestations ainsi que la rémunération afférente.

18.4 Assurances

Article 18.4.1 – Assurances du maître d'œuvre

Garantie de la responsabilité décennale

Cette police doit garantir la responsabilité décennale au sens des articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-4-1 du Code civil dans les conditions prévues aux articles L. 241-1 et suivants du Code des assurances.

Garantie de la responsabilité civile professionnelle

Cette police doit garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile générale que le maître d'œuvre est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après la réception des travaux.

Article 18.4.2 – Assurances du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage :

☒ n'a pas prévu de souscrire une police tous risques chantier

☐ a prévu de souscrire une police d'assurance tous risques chantier.

Dans ce cas, les garanties suivantes sont acquises **pendant la période de construction** à compter du déchargement effectué sur le site du chantier et jusqu'à réception, y compris pendant les essais, pour toutes pertes ou dommages matériels subis par l'ouvrage et, sous réserve des exclusions stipulées au contrat, à la suite notamment :

- *- d'incendie,
- *- d'explosions,
- *- de dégâts des eaux,
- *- d'événements naturels,
- *- d'attentats, actes de malveillance, terrorisme, sabotages,
- *- **de dommages matériels dus à des vices de conception,**

-
- *- de dommages matériels dus à des vices de matière,
 - *- d'effondrement.

Franchise

Une franchise par sinistre sera appliquée.

En cas de sinistre, si le maître d'ouvrage décide de percevoir directement l'indemnité octroyée, il répercutera alors la dite franchise sur le responsable du sinistre ou la répartira entre les divers responsables en cas de responsabilités multiples, y compris celle d'entreprises.

Ce montant sera susceptible d'être modifié en fonction des conditions de la police souscrite par le maître d'ouvrage.

Le titulaire du contrat de maîtrise d'œuvre en sera alors informé.

Le maître d'ouvrage

☒ n'a pas prévu de souscrire une police d'assurance Dommages ouvrages

☐ a prévu de souscrire une police d'assurance Dommages ouvrages

Article 18.4.3 – Stipulations communes

Le maître d'œuvre assume sa responsabilité décennale, telle qu'elle est définie notamment par les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du Code civil, dans les limites de la mission qui lui est confiée. Pour toutes les autres responsabilités professionnelles, il ne peut être tenu responsable, de quelque manière que ce soit, ni solidairement ni in solidum, à raison des dommages imputables aux autres intervenants participant à l'opération.

Le maître d'œuvre supporte les conséquences financières de sa responsabilité dans les limites des plafonds de garantie fixés dans son contrat d'assurance.

La survenance d'un sinistre avant l'achèvement de la mission ne fait pas obstacle aux règlements des prestations de maîtrise d'œuvre.

Les attestations d'assurance du maître d'œuvre (RC, assurance professionnelle, décennale) sont jointes au marché et devront être fournies tous les 6 mois au maître d'ouvrage.

Dans le cas où il aurait contracté des garanties facultatives, le maître d'ouvrage transmet les attestations ou les lettres d'intention émanant de son assureur, afférentes à ces polices.

ARTICLE 19 – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

19.1 Généralités

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre respectent la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement(UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, dit RGPD et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

19.2 Clauses relatives au respect du RGPD

Convention de dénomination :

- « **RGPD** » : règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;

-
- « **candidat(s) au marché public** » : personne(s) physique(s) répondant au présent marché public que celle(s)-ci agissent au nom et pour le compte d'une personne morale ou pour leur propre compte ;
 - « **données personnelles** » : données à caractère personnel au sens de l'article 4 du RGPD, soit « toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée « **personne concernée** ») ; est réputée être une « **personne physique identifiable** » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale » ;
 - « **traitement** » : conformément à l'article 4 du RGPD, « toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction » ;
 - « **responsable du traitement** » : conformément à l'article 4 du RGPD, « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement ; lorsque les finalités et les moyens de ce traitement sont déterminés par le droit de l'Union ou le droit d'un État membre, le responsable du traitement peut être désigné ou les critères spécifiques applicables à sa désignation peuvent être prévus par le droit de l'Union ou par le droit d'un État membre » ;
 - « **sous-traitant au sens du RGPD** » : conformément à l'article 4 du RGPD, la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement.

Traitement de données personnelles par le pouvoir adjudicateur

En application de l'article 13 du RGPD, tout candidat au marché public est informé de ce que les données personnelles qu'il fournit (notamment nom, prénom, adresse mail) sont susceptibles de faire l'objet d'un traitement dans le cadre des procédures de passation, attribution, exécution et archivage du présent marché selon les caractéristiques suivantes :

- **Identité et coordonnées du responsable de traitement** : Centre Hospitalier Le Vinatier, 95 boulevard Pinel - BP 30039 - 69678 Bron cedex ;
- **Coordonnées de la déléguée à la protection des données** : dpo@ch-le-vinatier.fr ;
- **Finalités du traitement** : gestion des phases de passation, attribution, exécution et archivage du marché ;
- **Base juridique du traitement** : selon les finalités, article 6.1 c) et f) du RGPD – pour l'article 6.1 f), le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par le CHLV (disposer des informations nécessaires en cas de réclamation ou de contentieux) ;
- **Destinataires ou catégories de destinataires** : agents habilités de la Direction Achat et Ingénierie
- **Durée de conservation** : durée d'utilité administrative
- **Exercice de droits** : conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données personnelles sont traitées disposent notamment de droits d'accès, de rectification et d'opposition qui peuvent être exercés :
 - **Auprès du Responsable de traitement, en contactant** :
Centre Hospitalier Le Vinatier
Pôle Achat et Ingénierie
Bât 309
95 boulevard Pinel
69678 Bron cedex
Mail : cellule_marches@ch-le-vinatier.fr

-
- **Auprès de la Déléguée à la protection des données du Responsable de traitement, en contactant :**

Centre Hospitalier Le Vinatier
Déléguée à la protection des données (DPO)
95 boulevard Pinel
69678 Bron cedex
Mail : dpo@ch-le-vinatier.fr

Si besoin, les personnes concernées disposent également d'un droit de réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés : **CNIL** - 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

ARTICLE 20 - DEROGATIONS AU CCAG-MOE

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du CCAG-MOE par les articles suivants du CCAP :

L'article 4 (pièces constitutives du marché) déroge à l'article 4.1 du CCAG-MOE.

L'article 6.3.4 (décisions d'ajournement, de réfaction ou de rejet notifiées par le maître d'ouvrage) déroge à l'article 21 du CCAG-MOE.

L'article 6.4 (prolongation des délais d'exécution) déroge à l'article 15.3.2 du CCAG-MOE.

L'article 11 (délais - pénalités) déroge aux articles 16.1.3, 16.2.1 et 16.2.4 du CCAG-MOE.

L'article 11.1 (établissement et réception des documents d'études) déroge à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE.